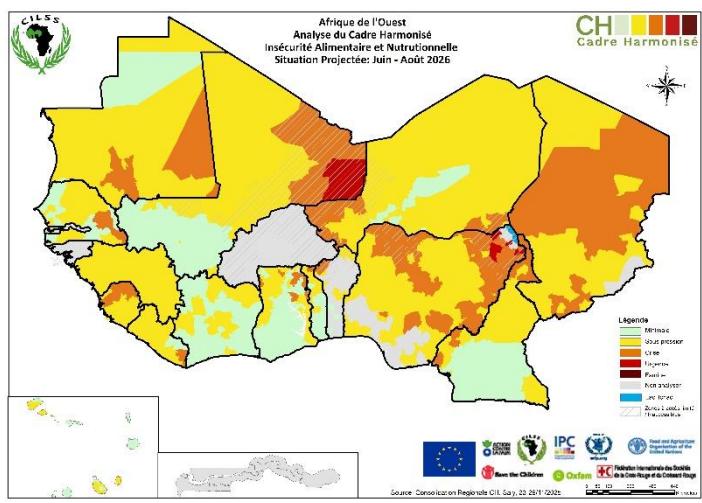
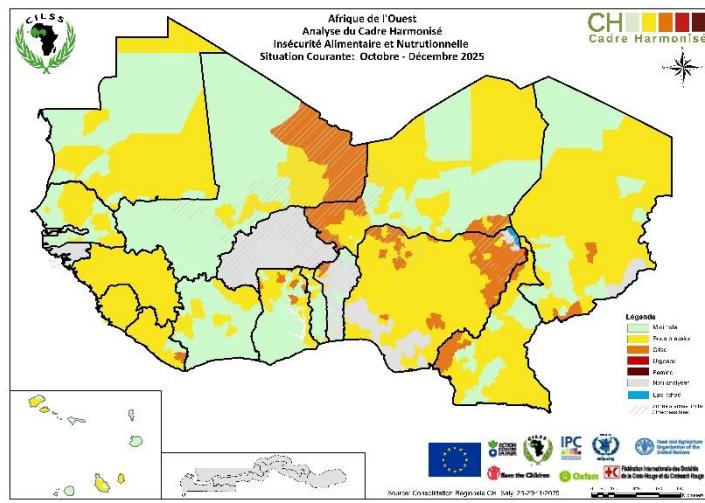


Au Sahel, en Afrique de l'Ouest et au Cameroun	Résultats de l'analyse de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë courante en octobre-décembre 2025 et projetée en juin-août 2026	Créé en décembre 2025
<p>Principaux résultats pour les zones touchées par l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle.</p> <p>Consommation alimentaire :</p> <p>Elle reste globalement acceptable dans la majorité des zones où les nouvelles récoltes favorisent l'autoconsommation. Toutefois, les ménages ont un niveau de consommation très dégradé de phase 3 à 4 dans les régions suivantes : Nord-Ouest et Sud-Ouest du Cameroun ; Gao et Ménaka (Mali), Upper-East et North-East (Ghana) et les Etats du Nord-Est et du Nord-Ouest du Nigeria.</p> <p>Evolution des moyens d'existence :</p> <p>Dans la majorité des zones analysées, les moyens d'existence sont en sous pression (Phase2). Les zones où les ménages sont actuellement engagés dans des stratégies d'urgence et dont la situation risquerait de se dégrader d'ici la soudure sont situées au Nord-Ouest et Sud-Ouest du Cameroun, dans le Barh El Gazel au Tchad, dans les Etats de Kebbi, Borno et Adamawa au Nigeria.</p> <p>Nutrition :</p> <p>La situation nutritionnelle est particulièrement préoccupante. Dans les zones ayant fait l'objet d'analyse nutritionnelle (Mali, Mauritanie, Niger...), seule un tiers est classée en phase Minimale pour le résultat nutritionnel. Plusieurs zones dans les régions de Kayes et Gao (Mali) et au Nord-est et Nord-Ouest du Nigéria présentent des prévalences au-dessus de 10%. Par ailleurs des situations d'urgence sont observées dans les régions d'Hodh Ech Chargi (Mauritanie) et dans les Etats de Borno et de Yobé (Nord-Est Nigeria).</p> <p>Mortalité :</p> <p>Seulement trois pays, le Mali, le Niger et le Nigéria ont disposé de données sur ce résultat qui reste dans la majorité des zones en phase Minimale1.</p>	<p>La campagne agropastorale 2025-2026 en Afrique de l'Ouest et au Sahel a été caractérisée à la fois par des précipitations exceptionnelles au Sahel, y compris dans les zones grégariennes des pays de la ligne de front du criquet pèlerin, et par une mauvaise répartition temporelle des pluies, en particulier dans les pays du Golfe de Guinée. Dans certains bassins, notamment le bassin moyen du Niger et celui du Sénégal, les seuils d'alerte rouge ont été dépassés, provoquant ainsi des inondations localisées. Elle a été affectée par des événements météorologiques extrêmes incluant des pluies diluviales parfois accompagnées de grêle (Niger, Nigéria, Tchad, etc.) et une tempête tropicale ayant touché le Cabo Verde occasionnant d'importantes pertes sur leurs moyens d'existences.</p> <p>L'installation des cultures pluviales a été très contrastée, mais globalement normale à tardive en raison de la persistance de longues séquences sèches observées d'avril à juillet dans plusieurs localités de la région, particulièrement dans les pays côtiers, au Sahel central, et au Nigéria.</p> <p>Dans l'ensemble, les productions agricoles ont connu une nette augmentation dans la région, à l'exception du Cabo Verde, qui a subi des baisses significatives en raison des déficits pluviométriques observés dans la plupart des îles. La disponibilité adéquate de la biomasse et celle des points d'eau sont globalement suffisantes pour assurer l'alimentation satisfaisante du bétail, à l'exception des zones de conflit du Liptako Gourma et du Bassin du Lac Tchad, où les déplacements des éleveurs restent perturbés. Toutefois, malgré une saison des pluies favorable dans les zones sahéliennes, soudano-guinéennes et guinéennes, des déficits localisés de fourrage sont observés, notamment sur la façade atlantique du Sénégal, de la Mauritanie et ainsi que dans le bassin du Lac Tchad. Par ailleurs, la transhumance transfrontalière reste entravée par des interdictions dans plusieurs pays (Bénin, Togo, Guinée) et par la fermeture de la frontière Mali-Mauritanie.</p> <p>Les marchés agricoles sont bien approvisionnés grâce aux récoltes en cours, aux stocks résiduels et aux importations régulières. Cette situation combinée à la baisse progressive de l'inflation, a entraîné une diminution des prix des denrées alimentaires dans plusieurs pays. Des baisses marquées des prix des céréales, par rapport à la moyenne des cinq dernières années, sont observées au Niger, Burkina Faso, Mali, Bénin, Nigéria, Mauritanie et Sénégal, tandis qu'au Ghana et en Gambie, les prix demeurent élevés. Toutefois les hausses de prix persistent dans les zones affectées par l'insécurité civile.</p> <p>Les marchés à bétail sont bien approvisionnés, et les prix des animaux, en hausse par rapport à la moyenne des 5 ans, favorisent les éleveurs. Dans les zones d'insécurité (Liptako-Gourma, Lac Tchad, Nord-Ouest et Nord-Est du Nigéria), les marchés restent perturbés et rendent difficile l'accès à l'alimentation. Les termes de l'échange bétail/céréales se sont nettement améliorés dans plusieurs zones du Sahel, dépassant la moyenne des cinq dernières années, et se justifie par la hausse des prix du bétail et le recul des prix des céréales. Toutefois, dans les zones touchées par l'insécurité, ils restent proches, voire en dessous de la moyenne, malgré une légère amélioration.</p> <p>La situation nutritionnelle demeure préoccupante dans la région. Les résultats des analyse IPC Malnutrition Aiguë au Nigéria, en Mauritanie et au Niger révèlent plusieurs zones en Phase 3 à Phase 4. Les enquêtes de nutrition conduites au Niger et au Mali indiquent des prévalences de malnutrition aiguë globale au niveau national au-delà de 10% et dans certaines zones analysées les prévalences atteignent 15% à cause d'une alimentation non adéquate et où moins de 20% des enfants ont un régime alimentaire acceptable.</p>	



Cartes courante et projetée



Principaux résultats de l'analyse

Nombre de zones analysées et phases de classification

Pour la situation courante (Octobre-Décembre 2025), un total de 1142 zones a été analysés dans 15 pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest y compris le Cameroun. Il faut noter que, par manque de données, l'analyse CH n'a pas été conduite, en Gambie et en Guinée Bissau. Par ailleurs, pour le troisième cycle consécutif, le Burkina Faso n'a pas conduit d'analyse CH. Les résultats indiquent que parmi les 1142 zones analysées en situation courante, 129 sont classées en Crise (Phase 3), 751 zones en Sous Pression (Phase 2) et 261 en situation Minimale (Phase 1). Par ailleurs une zone située au Nord-Est du Nigéria est classée en situation d'Urgence (Phase 4). Aucune zone n'est classée en Famine (Phase 5) dans la région.

Tableau 1 : Répartition des zones analysées par pays et classifications par phase de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, en situation courante (Octobre-Décembre 2025) et projetée (Juin-Aout 2026)

Pays	Zones	Situation Courante Octobre-Décembre 2025					Situation projetée Juin-Aout 2026				
		Ph 1	Ph 2	Ph 3	Ph 4	Ph 5	Ph 1	Ph 2	Ph 3	Ph 4	Ph 5
Bénin	21	12	8	1	0	0	11	8	2	0	0
Cabo Verde	22	14	8	0	0	0	14	8	0	0	0
Côte d'Ivoire	31	24	7	0	0	0	20	11	0	0	0
Ghana	66	28	29	9	0	0	26	27	13	0	0
Guinée	7	0	7	0	0	0	0	7	0	0	0
Liberia	16	1	14	1	0	0	1	13	2	0	0
Mali	56	43	8	5	0	0	22	27	6	1	0
Mauritanie	55	23	32	0	0	0	3	42	10	0	0
Niger	79	25	37	17	0	0	7	54	18	0	0
Sierra Leone	16	0	16	0	0	0	0	11	5	0	0
Sénégal	46	33	13	0	0	0	21	23	2	0	0
Tchad	68	17	48	3	0	0	0	36	32	0	0

Togo	37	23	14	0	0	0	21	14	2	0	0
Nigeria	564	0	482	81	1	0	0	389	169	6	0
Cameroun	58	18	28	12	0	0	27	22	9	0	0
Total	1142	271	751	129	1	0	173	692	270	7	0

La situation projetée pourrait se dégrader pendant la période de soudure (juin-août 2026). Ainsi, les zones en Crise (Phase 3) pourraient doubler et atteindre 270, 7 zones seraient être en Urgence (Phase 4), dont 6 dans l'Etat de Borno au Nord-Est du Nigéria et une au Mali (Cercle de Ménaka dans la Région de Gao). En revanche, le nombre de zones en Sous Pression (Phase 2) et en Phase minimale devraient diminuer et atteindre respectivement 692 zones et 173 zones. Aucune zone ne serait en situation de Famine (Phase 5).



Estimation des populations par phase de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aigüe

Situation courante : Octobre-Décembre 2025

En situation courante (Octobre-Décembre 2025), sur une population totale analysée de plus de 440 millions de personnes, plus 41,7 millions de personnes sont classées en phase Crise ou pire dans l'ensemble des pays analysés. Parmi elles, plus de 27,2 millions se trouvent au Nigéria, plus de 3 millions au Cameroun, plus de 1,9 millions au Tchad, plus de 1,8 millions au Niger, plus de 1,5 millions au Ghana et plus de 1,4 millions en Guinée. Les résultats indiquent que plus de 1,4 millions de personnes sont en urgence (Phase 4) dont environ 857 000 au Nigéria, 250 000 au Cameroun, 95 000 au Tchad, 72 000 au Ghana, 65 000 en Sierra Léone, 54 000 en Guinée, 30 800 au Mali, 14 500 au Niger, 13 000 au Sénégal, 10 000 en Côte d'Ivoire et 3 000 au Bénin. Pas de population en situation de Catastrophe (Phase 5). Le tableau ci-dessous présente plus de détails sur l'estimation des populations par phases de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë.

Tableau 2 : Répartition des populations estimées par pays et par phase de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aigüe, en situation courante (Octobre-Décembre 2025)

Pays	Population analysée	Population en Phase 1	Population en Phase 2	Population en Phase 3	Population en Phase 4	Population en Phase 5	Population totale en Phase 3 à 5
Bénin	2 771 518	2 133 087	447 323	188 147	2 960	-	191 108
Cabo Verde	513 997	394 204	82 042	37 752	-	-	37 752
Côte d'Ivoire	24 801 516	20 438 045	3 330 137	1 023 636	9 699	-	1 033 335
Ghana	34 378 759	27 884 956	4 932 580	1 489 038	72 185	-	1 561 223
Guinée	12 414 765	8 295 152	2 638 957	1 426 708	53 948	-	1 480 656
Liberia	5 625 874	3 950 954	1 256 707	418 213	-	-	418 213
Mali	25 568 962	22 075 035	2 638 287	824 823	30 817	-	855 640
Mauritanie	5 323 969	4 085 189	943 219	295 561	-	-	295 561
Niger	28 095 487	20 824 064	5 415 649	1 841 258	14 516	-	1 855 774
Sierra Leone	9 077 691	5 340 030	2 739 053	933 530	65 078	-	998 608
Sénégal	19 573 989	16 639 064	2 430 539	491 101	13 285	-	504 386
Tchad	18 070 732	12 227 265	3 915 887	1 831 960	95 621	-	1 927 580
Togo	6 469 612	5 009 261	1 171 968	288 383	-	-	288 383
Nigeria	217 933 704	104 204 933	86 515 838	26 355 367	857 567	-	27 212 933
Total SAO	410 620 576	253 501 184	118 458 242	37 445 476	1 215 674	-	38 661 150
Cameroun	29 414 763	20 100 391	6 194 078	2 870 988	249 306	-	3 120 294
Total SAO+ CMR	440 035 339	273 600 559	124 652 320	40 317 440	1 464 981	-	41 782 421

SITUATION PROJETEE : Juin - Août 2026

En situation projetée (juin-août 2026), l'insécurité alimentaire et nutritionnelle pourrait se détériorer avec plus de 52,7 millions de personnes en Phase Crise ou pire, dont plus de 34,7 millions au Nigéria, plus de 2,9 millions au Tchad, plus de 2,8 millions au Cameroun, plus de 2,4 millions au Niger, plus de 1,6 millions en Guinée, plus de 1,5 millions au Ghana et au Mali, plus de 1,3 millions en Côte d'Ivoire et Sierra Léone. 2,8 millions de personnes seront en urgence (Phase 4) dont plus de 1,8 million au Nigeria. En outre, plus de 15 000 personnes vivant dans l'Etat de Borno (Dikwa, Kaga et Kalabalge) seraient en situation de Catastrophe (Phase 5). Le tableau 3 ci-dessous présente plus de détails sur l'estimation des populations par phases de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë pour la situation projetée juin à août 2026.

Tableau 3 : Répartition des populations estimées par pays et par phase de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë, en situation projetée (Juin-Août 2026)

Pays	Population Analysée	Juin - août 2026					
		Population en Phase 1	Population en Phase 2	Population en Phase 3	Population en Phase 4	Population en Phase 5	Population totale en Phase 3 à 5
Bénin	2 771 518	2 099 442	470 850	191 775	9 451	-	201 226
Cabo Verde	513 997	405 061	75 398	33 538	-	-	33 538
Côte d'Ivoire	24 801 516	19 574 253	3 900 351	1 312 364	14 548	-	1 326 912
Ghana	34 378 759	27 978 332	4 898 284	1 414 143	88 000	-	1 502 143
Guinée	12 414 765	7 622 875	3 123 857	1 576 303	91 730	-	1 668 033
Liberia	5 625 874	3 702 358	1 417 227	503 550	2 738	-	506 289
Mali	25 568 962	19 878 962	4 129 811	1 503 535	56 654	-	1 560 189
Mauritanie	5 323 969	3 487 372	1 336 508	486 196	13 893	-	500 089
Niger	28 095 487	18 790 150	6 884 457	2 402 269	18 611	-	2 420 879
Sierra Leone	9 077 691	4 551 579	3 192 640	1 198 899	134 572	-	1 333 472
Sénégal	19 573 989	15 608 449	3 159 894	775 538	30 108	-	805 646
Tchad	18 070 732	9 865 378	5 227 902	2 713 828	263 624	-	2 977 452
Togo	6 469 612	4 910 826	1 226 638	332 147	-	-	332 147
Nigeria	217 933 704	84 897 486	98 280 759	32 911 963	1 828 435	15 061	34 755 459
Total SAO	410 620 576	223 372 525	137 324 577	47 356 048	2 552 365	15 061	49 923 474
Cameroun	29 414 763	20 345 731	6 212 280	2 607 194	249 559	-	2 856 753
Total+CMR	440 035 339	243 717 768	143 536 857	49 963 730	2 801 923	15 061	52 780 715

Analyse de personnes déplacées (PDIs et Réfugiés)

La situation des personnes déplacées a été analysée dans deux pays à savoir la Mauritanie et le Nigéria.

Au Nigéria, les analyses ont porté sur les Personnes Déplacées Internes (PDIs) dans trois états ; Borno, Sokoto et Zamfara représentant une population de 1 421 172 personnes. En situation courante, 485 109 personnes sont classées en Phase crise ou pire dont 142 761 en Urgence (Phase 4). Par ailleurs, 454 702 personnes sont classées en situation de sous pression. En situation projetée, le nombre de personnes en crise ou pire atteindrait 650 730, dont 217 714 en Urgence (Phase 4) et 8 282 en Catastrophe (Phase 5). Les personnes en Catastrophe sont localisées uniquement dans l'Etat de Borno.

NB : les chiffres d'estimation de population présentés aux tableaux 2 et 3 intègrent déjà les PDIs analysés au Nigeria.

En Mauritanie, l'analyse a concerné les réfugiés maliens vivant dans le camp de Mberra dans la Moughata de Bassikounou et ceux installés au sein des communautés hôtes. En situation courante, sur une population totale de 282 827 personnes, 98 558 sont en Phase 3 ou pire, dont 33 115 en Urgence. Pour la situation projetée, 112 306 personnes seraient en Phase 3 ou pire dont 38 378 en urgence.

NB : les chiffres d'estimation de population présentés aux tableaux 2 et 3 n'intègrent pas les réfugiés analysés en Mauritanie.



Facteurs déterminants et limitants

DANGERS ET VULNERABILITE

La sécurité alimentaire des ménages dans le Sahel et l'Afrique de l'Ouest est affectée par plusieurs facteurs. Les principaux facteurs déterminants incluent l'insécurité civile, les conflits armés qui entraînent des déplacements forcés de populations, les chocs climatiques et économiques au niveau régional et mondial. Ces facteurs exercent des impacts négatifs léger à modéré sur la consommation alimentaire, l'évolution des moyens d'existence ainsi que la nutrition.

L'insécurité civile persiste dans la zone des trois frontières dans le Sahel Central, le bassin du Lac Tchad, et les régions du nord-ouest et du sud-ouest du Cameroun. Au nord-ouest du Nigéria, la présence de bandits armés entraîne un climat d'insécurité qui affecte les moyens d'existence et l'accès à la nourriture. Cette situation s'est complexifiée avec l'extension de l'insécurité vers les parties nord des pays du Golfe de Guinée.

L'insécurité couplée aux déplacements forcés de populations et aux fermetures des frontières (en particulier entre le Bénin-Niger, le Mali-Mauritanie) perturbe les flux commerciaux et la mobilité des personnes – y compris la transhumance pastorale – ainsi que l'accès aux services de base.

Au-delà de l'insécurité, de longues séquences sèches et des inondations ont aussi affecté la sécurité alimentaire des ménages. Ces phénomènes ont occasionné des baisses de production et des pertes de moyens d'existence et des vies humaines. Des déficits fourragers localisés ont été enregistrés, notamment sur la façade atlantique du Sénégal et de la Mauritanie ainsi que dans le bassin du Lac Tchad. Ces déficits pourraient entraîner des mouvements précoce des troupeaux dans un contexte zéro sanitaire marqué par des foyers de Pest des Petits Ruminants (PPR), de charbon bactérien, de maladies diarrhéiques dans les pays sahéliens et de fièvre de la Vallée du Rift au Sénégal, et en Mauritanie.

DISPONIBILITE

La disponibilité alimentaire est globalement satisfaisante durant la période de récolte. La majorité des ménages utilisent principalement leur propre production pour se nourrir durant cette période et les marchés sont relativement bien approvisionnés.

Les prévisions de production céréalière pour la campagne agropastorale 2025/2026, sont estimées à 82,9 millions de tonnes soit une hausse de 7,3% par rapport à la campagne précédente et de 10,4 % comparativement à la moyenne des cinq dernières années. Toutefois, des baisses de production sont attendues au Cabo Verde et au Liberia. Les productions attendues de racines et tubercules sont estimées à 283 millions de tonnes, soit une hausse de 3,2% comparée à la campagne précédente et de 8,3% par rapport à la moyenne quinquennale. Les cultures de rente pourraient enregistrer des productions en hausse comparées à l'année précédente et à la moyenne des cinq dernières années, à l'exception du Café, du Cacao, du Coton et du Niébé pour lesquelles des baisses sont attendues par rapport à l'année précédente.

Les bonnes productions agricoles ont un impact positif sur la consommation alimentaire et les moyens d'existence des populations dans la majorité des pays de la région. En période projetée, la disponibilité alimentaire pourrait se dégrader légèrement sans avoir de fort impact négatif sur la consommation alimentaire. Toutefois la diminution des stocks des ménages pendant la soudure pourrait exercer une pression sur les moyens d'existence des ménages.

ACCES

Grâce aux récoltes en cours, l'offre de produits agricoles s'est globalement améliorée facilitant l'accès des ménages à la nourriture. Les marchés sont bien approvisionnés grâce à la mise en vente des stocks résiduels de la campagne précédente, aux nouvelles récoltes en cours, et à la poursuite des importations. Cette bonne disponibilité, combinée à la baisse progressive de l'inflation générale dans la région, a contribué à une diminution des prix des produits alimentaires dans plusieurs pays par rapport aux mois précédents. Des baisses significatives des prix des céréales, comparées à la moyenne des cinq dernières années sont observées sur plusieurs marchés au Bénin, au Burkina Faso, au Mali, au Niger, au Nigéria, en Mauritanie et au Sénégal. En revanche, au Ghana et en Gambie, les prix restent élevés malgré des perspectives de production favorables.

Les marchés à bétail sont également bien approvisionnés. Les prix des animaux sont en hausse par rapport à la moyenne quinquennale, traduisant une dynamique favorable pour les éleveurs. Toutefois, dans les zones d'insécurité, notamment le Liptako-Gourma, le bassin du Lac Tchad et le nord-ouest et nord-est du Nigéria, les marchés à bétail sont perturbés. Enfin, les termes de l'échange (TDE) bétail-

céréales se sont nettement améliorés par rapport à l'année précédente dans plusieurs zones du Sahel. Ils dépassent la moyenne des cinq dernières années, grâce à la hausse des prix du bétail et à la baisse des prix des céréales de base. Cette évolution est favorable aux éleveurs, qui peuvent obtenir davantage de céréales en échange de leurs animaux. Cependant, dans les zones d'insécurité, les TDE restent proches ou inférieurs à la moyenne, malgré une légère amélioration récente.

UTILISATION

L'utilisation des aliments, y compris l'accès à l'eau potable, demeure préoccupante dans la région. En effet, on continue de noter une consommation alimentaire insuffisante en qualité, des pratiques alimentaires inadéquates, des services de santé précaires, une forte prévalence des maladies et un faible recours aux services de santé. En outre, les problèmes persistants tels que les conflits armés prolongés, l'insécurité civile et les déplacements de population continuent de limiter l'accès des populations aux services sociaux de base.

STABILITE

Les niveaux de production (céralières et tubercules) sont légèrement en hausse par rapport à la campagne précédente dans plusieurs pays ce qui augure une stabilité en situation courante. Cette situation pourrait assurer une consommation alimentaire adéquate et préserver les moyens d'existence dans la plupart des pays côtiers et au Cameroun. Cependant, la stabilité alimentaire est perturbée dans les zones où l'insécurité prédomine.

En situation projetée, l'approvisionnement des marchés connaîtra une baisse par rapport à la période courante dans les pays monomodaux, et les ménages feront face à la hausse de prix qui va impacter négativement la consommation alimentaire



Méthodologie et difficultés de l'analyse

Les présents résultats sont issus des analyses nationales qui se sont déroulées dans les pays du Golfe de Guinée, du Sahel et au Cameroun sur la période d'octobre à novembre 2025. Pour ce cycle, le Burkina Faso, la Gambie, et la Guinée Bissau n'ont pas conduit d'analyse. Les analyses ont été partielles au Bénin et au Nigeria. Au Tchad, une zone n'a pas été analysée faute de données récentes. Les sessions d'analyses nationales ont été conduites par les Cellules Nationales d'Analyse sous la facilitation des membres du Comité Technique du CH (ACF, CILSS, FAO, IPC/GSU, OXFAM, PAM et Save the Children).

Les principaux indicateurs de résultats analysés sont issus des enquêtes ménages (mVAM ou Face à Face) sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ces enquêtes réalisées pour la plupart entre août et novembre 2025 ont permis de disposer des indicateurs de résultats notamment pour i) la consommation alimentaire : Score de Consommation Alimentaire (SCA), Score de Diversité Alimentaire des Ménages (SDAM), Indice réduit des Stratégies de Survie Alimentaire (rCSI), Echelle de Faim des Ménages (HHS). Aussi, le présent cycle a bénéficié des résultats des analyses d'économie des ménages - HEA (déficit de survie et déficit de protection des moyens d'existence), ii) l'évolution des moyens d'existence : Indice des Stratégies d'Adaptation basées sur les Moyens d'Existence (ISAME) et dans certains cas pour (iii) l'Etat nutritionnel ; MAG - P/T ou PB, des analyses IPC AMN et (iv) des données de mortalité : TMM5 et TBM. Il faut cependant noter que peu de pays ont collecté des données sur HEA, la nutrition et la mortalité. Les analyses ont été renforcées par la prise en compte des facteurs contributifs (rapports de suivi et d'évaluation de la campagne agropastorale, suivi de la situation hydrologique, suivi de la situation pastorale, suivi des flux, du fonctionnement des marchés et des prix des denrées, insécurité, assistance, etc.) provenant des données collectées par les dispositifs d'informations nationaux et les partenaires membres des Cellules Nationales d'Analyse CH dans les pays.

Les protocoles spéciaux pour l'analyse des zones inaccessibles ou d'accès limité ont été appliqués pour certaines zones au Nigeria (Adamawa, Borno, Katsina, Sokoto, Yobe et Zamfara) et au Niger dans les régions de Diffa, Dosso, Maradi, Tahoua et Tillabéry. Les nouvelles preuves issues d'une enquête de sécurité alimentaire ont permis de faire des analyses spécifiques pour les PDIs au Nigeria (Etats de Borno, Sokoto et Zamfara) et Refugiés en Mauritanie (Camp de M'Berra et hors Camp de M'Berra) en utilisant les protocoles spéciaux pour la classification des groupes de ménages et de populations spécifiques.

A l'issue des analyses nationales, le Comité Technique du CH s'est réuni à Saly (Sénégal) du 22 au 28 novembre 2025 pour la revue de la qualité des analyses et la validation des résultats. Ont pris part à ces travaux en présentiel : les représentants techniques d'ACF, du CILSS, de la FAO, de FEWS NET, de l'IPC/GSU, du PAM, de RBM, de Save the Children, et d'OXFAM.

Les principales difficultés rencontrées au cours des analyses nationales et de la consolidation régionale portent sur :

- Le non-respect du calendrier régional par certains pays avec des décalages d'analyses nationales coïncidant avec la revue qualité du comité technique ;
- Les difficultés de financement des enquêtes sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les pays, et le suivi qualité des enquêtes ;
- La mise à disposition tardive des données et preuves pour renseigner la matrice intermédiaire avant le démarrage des ateliers nationaux d'analyse ;
- Le manque de formation de certains nouveaux participants ayant une compréhension limitée des protocoles, procédures et outils d'analyse du CH version 3.0 (convergence des preuves et estimation des populations) ;
- L'absence des données de HEA, de nutrition et de mortalité dans plusieurs pays.



Recommendations

Au terme des analyses, les recommandations suivantes sont formulées :

A l'attention des Etats membres du CILSS, de la CEDEAO et L'UEMOA :

- Elaborer et mettre en œuvre des plans de réponses en faveur des populations vulnérables (phase 2 et plus) pour protéger leurs moyens d'existence ;
- Développer et mettre en œuvre des programmes d'urgence dans les délais appropriés visant à fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle immédiate aux populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle (phases 3 à 5) afin de sauver des vies humaines dans les pays concernés particulièrement ceux affectés par l'insécurité et la crise économique
- Poursuivre et renforcer des actions de prévention et de prise en charge de la malnutrition dans les zones à travers des plans de réponses régulièrement actualisés ;
- Assurer un appui financier adéquat pour la collecte des données et l'organisation des ateliers d'analyse du cadre harmonisé ;
- Respecter le calendrier régional des activités liées à la SAN.

A l'attention du CILSS et ses partenaires du CT-CH

- Poursuivre le renforcement de capacités techniques des membres des Cellules Nationales d'Analyse du Cadre Harmonisé en vue d'une meilleure appropriation de l'outil CH ;
- Appuyer les SAP dans la mise en place et le fonctionnement d'un mécanisme spécifique de collecte de données dans les zones inaccessibles ou à accès limité ;
- Poursuivre l'amélioration technique de l'outil CH notamment en ce qui concerne le seuillage de certains facteurs contributifs et les indicateurs relatifs au résultat Evolution des moyens d'existence.
- Renforcer les efforts d'appropriation de la note de rationalisation du dispositif CH dans les pays et au niveau régional.

A l'endroit des Partenaires Techniques et Financiers

- Appuyer les pays dans la mise en œuvre des interventions d'urgence, de résilience et des plans nationaux de réponses en faveur des populations vulnérables identifiées ;
- Soutenir les efforts des pays visant à renforcer les systèmes d'informations fonctionnels sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que sur les moyens d'existence.
- Soutenir la prise en compte de la note de rationalisation des enquêtes/analyses CH par les pays et les acteurs régionaux

Contacts

Sy Martial Traoré

Coordonnateur PRA-SAN
Secrétariat Exécutif/CILSS, Ouagadougou, Burkina Faso
Tél. Tel : (+226) 25 49 96 00 / GSM : (226) 76 61 07 90
E-mail : martial.traore@cilss.int

Massaoud Williams

Chef de Département Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle,
Centre Régional AGRHYMET, Niamey-Niger
Tél. (227) 20 31 53 16 / GSM : (227) 90 59 00 23
E-mail : massaoud.wiliams@cilss.int

Partenaires Techniques



Partenaires Financiers

